

DIRECTION SECURITE

DIVISION DE POLICE ADMINISTRATIVE

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° *22T239*

DOMAINE : 6.1 Police municipale

**Objet : PRIVATISATION DU DOMAINE PUBLIC A L'OCCASION DU DEMENAGEMENT DE MONSIEUR JEAN-LUC MORE LE JEUDI 18 AOÛT 2022 DE 12H00 A 18H00**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et L 2213-2 ;  
Vu le Code de la Route, articles R 411-1 et R 417-10 ;  
Vu le Code Pénal, article R 610-5 ;  
Vu la délibération n°19031807 du 18 mars 2019 relative aux tarifs des redevances d'occupation du domaine public ;  
Vu la demande formulée le lundi 8 août 2022 par monsieur Jean-Luc MORE ;  
Considérant qu'il convient de prendre les dispositions préalables afin de définir l'utilisation des voies publiques par la mise en place des règles de sécurité pour la protection des personnes et des biens ;  
Considérant la nécessité de garantir la sécurité et le bon déroulement du déménagement ;

### ARRÊTE :

**Article 1 :** Le jeudi 18 août 2022, entre 14h00 et 18h00, se déroulera le déménagement de monsieur Jean-Luc MORE, sis 9 avenue Jean MERMOZ.

**Article 2 :** A cette occasion, le stationnement sera interdit du n° 7 au n° 9 de l'avenue précitée sur les emplacements délimités en annexe.

**Article 3 :** La présente autorisation ne fera pas l'objet du paiement de la redevance d'occupation du domaine public, le premier jour étant gratuit, conformément à la délibération susvisée.

**Article 4 :** L'autorité de Police Municipale pourra ordonner la mise en fourrière des véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur Directeur de la Police Municipale, Madame la Directrice des Services Techniques, Madame la Commissaire responsable de la circonscription de sécurité publique de Vitrolles-Marignane et les agents placés sous leur autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marignane, le *16/08/22*

Cet acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Mairie ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille par courrier ou par saisine dématérialisée, via l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception en sous-préfecture.

